



UNE AMBITION À PLUS GRANDE ÉCHELLE :

Réponse de l'Initiative de planification de l'avenir au rapport annuel du **Gouvernement du Canada** à propos de son engagement de dix ans à des investissements pour la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent

En 2019, le premier ministre Trudeau a annoncé un engagement de financement sur dix ans pour faire progresser la santé et les droits des femmes et des filles dans le monde, en mettant l'accent sur l'avancement des domaines les plus négligés de la santé et des droits sexuels et génésiques (SDSG). Cet investissement historique portera le financement du Canada à 1,4 milliard de dollars par an d'ici la fin de 2023 pour soutenir la santé des femmes et des filles dans le monde, 700 millions de dollars de l'investissement annuel étant consacrés à une approche globale en SDSG.

Un aspect unique de l'Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde (E10A) est son point de mire sur l'avancement de quatre des domaines les plus sous-financés et négligés de la SDSG où le Canada peut faire la différence, soit la santé et les droits sexuels et génésiques des adolescent-e-s, incluant l'éducation complète à la sexualité, les soins contraceptifs, les soins d'avortement sûr et le plaidoyer pour la SDSG.

L'engagement du Canada en faveur de la santé mondiale et de la SDSG est conforme à sa Politique d'aide internationale féministe et propice à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'accent mis sur les domaines négligés est associé à la première retraite de l'Initiative de planification de l'avenir (IPA) qui s'est tenue en 2016. Cette première retraite, à laquelle ont participé plus de 40 intervenant-e-s de haut niveau représentant des organismes de la société civile canadienne et internationale, des représentant-e-s du gouvernement, des élu-e-s, des militant-e-s et des intervenant-e-s du secteur privé, a permis de favoriser une compréhension commune de la nature interconnectée des interventions en matière de SDSG et d'identifier les lacunes mondiales pour établir une approche globale. C'est à cette occasion que les domaines prioritaires ont été identifiés en examinant les domaines les plus négligés et stigmatisés de la SDSG qui souffrent d'un manque de financement et de programmes, et où les parties prenantes estiment que le Canada pourrait avoir l'impact le plus important.

L'E10A s'appuie sur plus d'une décennie d'investissements du Canada dans la santé mondiale. Chaque phase de cet engagement a mis davantage l'accent sur les droits des femmes et sur des investissements de plus en plus stratégiques dans les domaines négligés. Ces engagements sont les suivants :

- » 2,85 milliards \$ de 2010-2011 à 2014-2015 pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (Muskoka);
- » 3,5 milliards \$ de 2015-2016 à 2020-2021 pour le renouvellement de l'engagement à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants;
- » 650 millions \$ de 2017-2018 à 2020-2021 pour la SDSG (Partenariats pour sa voix, son choix).
- » 1,4 milliard \$ par an de 2019-2020 à 2029-2030 (E10A pour la santé des femmes et des enfants).

Pour suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'engagement du Canada, Affaires mondiales Canada (AMC) a élaboré un cadre de responsabilisation en consultation avec les parties prenantes de la santé mondiale et les partenaires de la société civile canadienne, y compris les membres de l'IPA. En janvier 2023, le ministère a publié son premier rapport annuel sur les dépenses consacrées à la réalisation de l'engagement du Canada à l'égard de l'E10A annoncé en 2019. Le rapport fait le point sur la première année de mise en œuvre de l'E10A, du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, en mettant l'accent sur les réalisations financières, politiques et programmatiques fondées sur le cadre de responsabilisation. Les faits saillants mis en évidence dans le rapport comprennent :

- » 1,22 milliard \$ d'un budget haussé à 1,4 milliard ont été décaissés
- » 489 millions \$ ont été alloués à la SDSG et 730 millions \$ à des objectifs plus larges concernant la santé et la nutrition dans le monde;
- » 104 millions \$ ont été investis dans les quatre domaines négligés de la SDSG; et
- » l'E10A a été mis en œuvre dans le cadre de 425 projets en partenariat avec 202 organismes.

Alors que le Canada progresse dans la mise en œuvre de l'E10A, la présente note d'information souligne les domaines dans lesquels il convient de se réjouir des succès remportés et ceux dans lesquels des questions subsistent à savoir si et comment le Canada respectera effectivement son engagement.

CE QUE NOUS CÉLÉBRONS

**Solide
responsabilisation**

**Centrer les
domaines
négligés**

**Reconnaître
le rôle de la
diplomati**

Le Canada est un leader dans la responsabilisation et la transparence des investissements

Le rapport annuel a été produit conformément à un cadre de responsabilité élaboré en collaboration avec les parties prenantes et la société civile. Il met à profit de nouveaux codes sectoriels pour suivre les investissements dans les domaines négligés de la SDG. Ces nouveaux codes de financement spécifiques à la SDG rendent visible ce qui est financé et peuvent être utilisés par les militant·e·s pour s'assurer que les priorités du gouvernement restent sur la bonne voie pour soutenir les domaines de travail les moins financés. En outre, AMC déclare avoir pris des mesures considérables pour renforcer ses orientations en matière de codage et la formation de son personnel afin de garantir que la programmation de l'E10A soit codée conformément aux codes sectoriels du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Cet engagement nous a permis d'élaborer un langage commun autour des mécanismes de suivi financier en SDG.

Un investissement audacieux, non seulement dans la santé et les droits sexuels, mais aussi dans les systèmes de suivi financier et de responsabilisation, permettra de mettre en relief l'impact de la mise en œuvre des programmes du Canada. Le rapport lui-même démontre que le Canada prend les devants pour s'assurer que la nature unique et catalytique de son investissement global puisse être vue et ressentie par d'autres. Ce type de leadership mondial crée un solide précédent pour que d'autres pays suivent l'exemple, en les inspirant à ce que leurs engagements diplomatiques et financiers s'accompagnent de transparence et de mécanismes de suivi robustes. L'engagement du Canada à faire preuve de transparence en matière de dépenses et d'affectations financières par le biais du rapport de responsabilité est également essentiel pour instaurer la confiance avec les parties prenantes. Cette confiance et cette transparence sont des éléments essentiels pour parvenir aux résultats convenus.

Le Canada centre son approche sur les domaines négligés

Ce qui distingue l'évolution programmatique de l'E10A des investissements précédents en matière de SDG est l'accent mis sur les domaines négligés de cette sphère. Les domaines sous-financés continuent d'exposer les femmes et les filles à des risques de préjudices et de décès et de compromettre leur accès à d'autres droits humains. Prioriser les domaines négligés souligne l'importance d'adopter une approche globale de la SDG qui réponde aux besoins de toutes les personnes tout au long de leur vie.

Pour faire avancer l'ordre du jour de la SDGS, il est impératif que les domaines négligés soient bien compris, que les principes pour les aborder soient clairement formulés et que les exemples de réalisations dans ces domaines soient partagés. Le rapport de responsabilité présente une description des domaines négligés, fondée sur les droits et jetant les bases d'une amélioration de l'obligation de reddition de comptes, de recherche et de collecte de données, ainsi que du suivi et de l'évaluation des programmes relatifs à la SDGS.

Le travail du Canada sur les domaines négligés est particulièrement remarquable, étant donné que très peu d'autres pays donateurs travaillent dans ce domaine. En se concentrant sur les éléments négligés, il est possible de concentrer les efforts financiers et politiques de manière à maximiser l'impact et à susciter le soutien d'autres donateurs. Le leadership du Canada en termes de soutien financier, de prestation de services et de plaidoyer dans ces domaines est extrêmement nécessaire.

Le Canada reconnaît le rôle de la diplomatie et de l'influence mondiale

Le Canada s'est engagé à prendre des initiatives audacieuses en matière de SDGS. Le gouvernement a démontré son engagement ferme par des investissements financiers impressionnants en faveur de la SDGS dans le monde. Être un chef de file signifie également que le Canada doit être un défenseur affirmé et audacieux sur la scène mondiale, en garantissant son engagement global en faveur de la protection et de l'avancement de la SDGS dans le monde.

Le rapport sur l'E10A arrive à cette même conclusion, reconnaissant que les engagements financiers doivent s'accompagner d'« un leadership fort en matière de politiques, de programmation et de promotion »¹ et affirmant que « nous mettrons de l'avant nos objectifs stratégiques dans le cadre de forums mondiaux comme le G7, le G20 et l'ONU et nous continuerons à plaider pour un discours et des engagements plus ambitieux au chapitre de l'égalité des genres et de la SDGS ».² Son engagement déclaré à jouer un rôle essentiel dans l'écosystème mondial de la SDGS, à la fois en tant que bailleur de fonds et en tant qu'acteur diplomatique, est essentiel au succès à long terme et à l'augmentation de cet investissement. Les efforts déployés par le gouvernement canadien pour suivre et accroître le financement des domaines négligés constituent un exemple de ce à quoi ressemble un investissement significatif dans l'infrastructure et la responsabilité en matière de SDGS. Ces investissements peuvent inciter d'autres gouvernements donateurs à faire de même, en régulant les disparités entre les mécanismes de suivi des pays donateurs et en garantissant un financement durable des mouvements pour la SDGS.

1 L'Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde – rapport annuel 2020-2021 : <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/global-health-sante-mondiale/global-health-rights-report-rapport-sante-droits.aspx?lang=fra>

2 Ibid

CE QUE NOUS SURVEILLONS DE PRÈS

**Hausse du
financemen**

**Mécanismes
de mise
en œuvre**

**Engagement
au plaidoy**

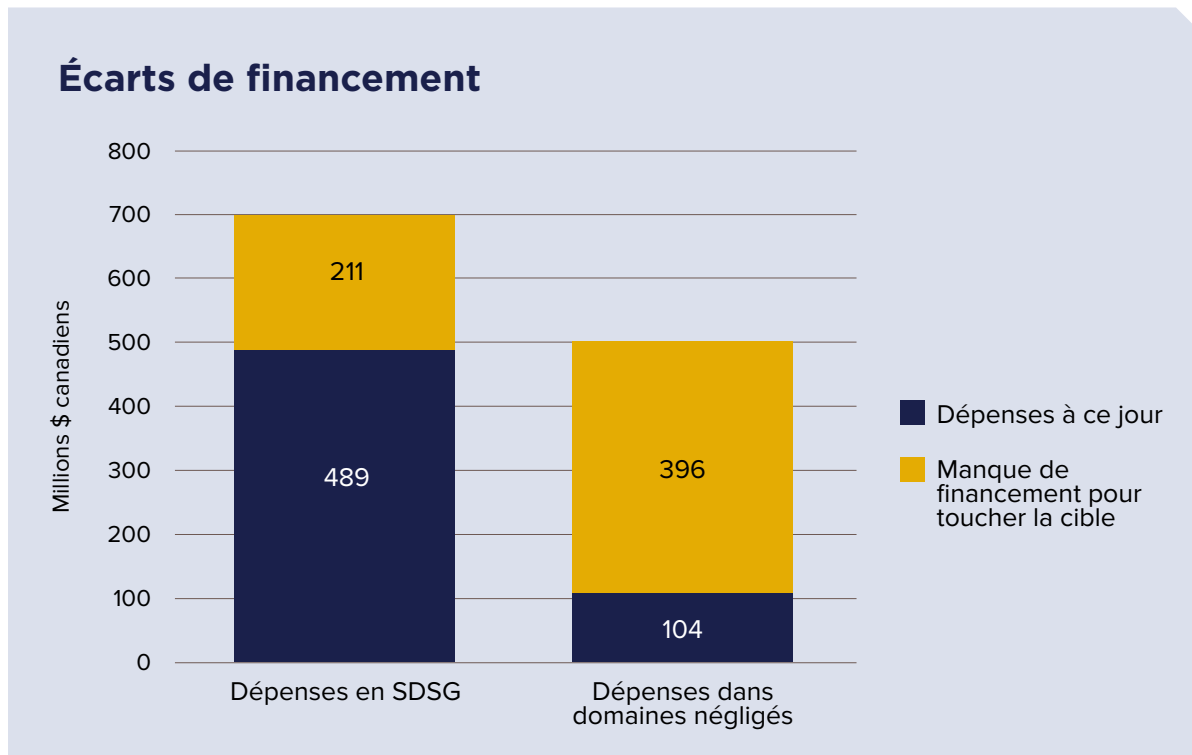
Le Canada peut-il arriver à l'échelle, dans les domaines négligés?

Le Canada se rapproche de son engagement global en matière de dépenses pour la SDG, mais il est loin d'avoir accompli l'ambition déclarée d'intensifier l'action dans les domaines négligés. Non seulement l'investissement global dans les domaines négligés de la SDG doit-il être augmenté (pour atteindre 500 millions de dollars), mais chaque domaine spécifique est également sous-financé à l'heure actuelle. Autrement dit, d'importants écarts persistent dans le pourcentage de financement actuellement consacré aux domaines négligés, et ces écarts doivent être comblés pour réaliser le potentiel impact de cet engagement. Une emphase disproportionnée sur certaines composantes de la SDG sans se concentrer sur les domaines négligés entraîne des gains inéquitables et une situation d'accès incomplet aux services de santé sexuelle et génésique. Les programmes doivent intégrer une approche globale de la SDG dans les meilleures pratiques établies en matière de santé génésique, maternelle et néonatale, et le travail sur les domaines négligés doit occuper une place centrale dans le portefeuille du Canada.

En termes financiers, 489 millions de dollars sur les 700 millions réservés en 2020-2021 à la SDG ont été dépensés. Mais de cette somme, seulement environ 104 millions de dollars ont été versés à des programmes dans les domaines négligés. Le pourcentage de l'engagement consacré aux domaines négligés est nettement inférieur à ce que l'on pourrait s'attendre compte tenu de la promesse du gouvernement.

Domaine négligé	Fonds alloués dans l'E10A	Pourcentage de l'engagement total dépensé pour la SDG
Planification familiale	49 millions \$	7,00 %
Plaidoyer pour la SDG et la réforme du droit	47,3 millions \$	6,75 %
Éducation complète à la sexualité	5,4 millions \$	0,77 %
Services d'avortement sûr et soins post-avortement	1,9 million \$	0,27 %
Total	103,6 millions \$	14,8 %

Ces chiffres montrent que les domaines négligés ne reçoivent pas encore une attention suffisante. Il faudrait augmenter à au moins 500 millions de dollars par an les fonds alloués aux domaines négligés (soit plus de 70 % des dépenses en SDSG). La réalisation de l'objectif global d'intensification pour atteindre 700 millions de dollars par an pour la SDSG nécessiterait 211 millions de dollars supplémentaires au cours de la période 2021-2023. Même si cette intensification était dirigée uniquement vers les domaines négligés, le Canada resterait en deçà de l'objectif de 500 millions de dollars pour ces domaines. Le Canada doit augmenter le financement de chaque domaine négligé sans réduire les niveaux de référence actuels.



Le Canada utilise-t-il les bons mécanismes de mise en œuvre?

La majeure partie du financement au cours de cette période est déboursée par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux, et dans une mesure nettement moindre par des organismes de la société civile (69,6 % et 25 %, respectivement). Les organismes multilatéraux jouent un rôle essentiel dans l'impact à grande échelle et il convient d'accorder une attention particulière à la manière dont le Canada peut influencer efficacement les principaux organismes multilatéraux pour qu'ils intègrent des approches globales de la SDSG dans leurs programmes. Ces organismes jouent également un rôle majeur dans l'élaboration des normes et standards mondiaux en faveur de l'avancement de la SDSG et sont des partenaires clés dans l'avancement des droits à l'échelle mondiale. En même temps, nous devons veiller à l'utilisation des meilleurs mécanismes pour respecter l'intégrité de l'engagement et les divers programmes requis.

La localisation est cruciale pour assurer des programmes et solutions qui soient adaptés et novateurs et qui mettent à profit l'expertise et la voix des personnes les plus touchées par le manque d'accès aux services et aux droits sexuels et génésiques. Dans certains domaines négligés, les organismes multilatéraux ne sont pas les mieux placés pour mettre en œuvre les programmes. Par exemple, le soutien au plaidoyer en tant que domaine négligé des programmes de SDG nécessitera d'appuyer la société civile et les organismes féministes et de défense des droits des femmes pour leur permettre de revendiquer leurs droits, de les exercer et de répondre aux obstacles juridiques et politiques discriminatoires. La localisation reconnaît l'importance des acteurs locaux dans la direction et la conception de solutions qui auront un impact sur leurs communautés et contextes nationaux. Pour les leaders de la SDG dans le Sud, la localisation est cruciale afin d'évoluer vers une approche ancrée dans les communautés. Nous continuerons à surveiller non seulement ce à quoi le Canada consacre son argent, mais également les mécanismes utilisés pour la distribution des fonds.

Le Canada en fait-il assez pour le plaidoyer?

L'engagement en faveur de la SDG et des domaines négligés ne se limite pas au financement de la SDG. La force de cet engagement réside dans la manière dont le Canada peut mettre à profit son investissement pour influencer le paysage des donateurs en matière de SDG. Pour avoir un réel impact, le Canada doit devenir un leader plus audacieux et plus visible dans les forums internationaux. Le gouvernement canadien doit se faire un porte-étendard affirmé et profiter de sa position diplomatique pour devenir un acteur influent dans la protection et l'avancement de la SDG. Conformément aux recommandations antérieures de l'IPA, le Canada devrait saisir de nouvelles occasions de leadership mondial et veiller au maintien d'un soutien crucial pour que les plateformes mondiales existantes et efficaces en matière de SDG puissent prospérer. Le développement de porte-étendards canadiens et d'un leadership du secteur privé en SDG pourrait également s'avérer bénéfique. De nombreux rapports antérieurs de l'IPA fournissent des orientations et une inspiration supplémentaires à cet égard.

CONCLUSION

Le Canada a réitéré son engagement à l'avancement d'un programme transformationnel et global en matière de SDG, en publiant un premier rapport annuel sur les dépenses engagées dans le cadre de son engagement de 10 ans en faveur de la santé et des droits des femmes et des enfants dans le monde. AMC a établi un important précédent de collaboration avec la société civile pour suivre la mise en œuvre de l'engagement, y réfléchir et l'améliorer. L'avancement de la SDG nécessite une collaboration intersectorielle ainsi que des stratégies inclusives et à fort impact qui nécessitent que nous rendions tou-te-s des comptes.

Afin de s'assurer que le Canada demeure sur la bonne voie pour réaliser notre ambition, nous recommandons :

- » que Canada investisse concrètement pour augmenter les sommes à 500 millions de dollars par an dans les domaines négligés de la SDG d'ici la fin de 2023;
- » qu'AMC élabore un plan d'investissement prévisionnel pour s'assurer du maintien de l'augmentation et de la répartition des sommes entre les domaines négligés de la SDG; et
- » que le Canada joue un rôle de leadership mondial plus actif en promouvant l'avancement de la SDG dans le cadre des relations internationales, notamment par le biais des affaires étrangères, des forums pour la santé mondiale et de la future présidence du G7.



FUTURE PLANNING INITIATIVE

ADVOCATING FOR CANADIAN LEADERSHIP ON SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH AND RIGHTS

Une ambition à plus grande échelle : Réponse de l'Initiative de planification de l'avenir au rapport annuel du Gouvernement du Canada à propos de son engagement de dix ans à des investissements pour la santé sexuelle et génésique et les droits qui s'y rattachent

Préparé par Action Canada pour la santé et les droits sexuels, pour l'Initiative de planification de l'avenir.

L'Initiative de planification de l'avenir (IPA) est une coalition d'organismes canadiens qui militent collectivement pour le leadership du Canada en matière de SDG. Reconnaissant que ces droits sont centraux à la santé et au développement durable, l'IPA travaille à l'avancement de l'ordre du jour de la SDG. Les membres de l'IPA sont : Action Canada pour la santé et les droits sexuels; Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants; Coopération Canada (anciennement le Conseil canadien pour la coopération internationale); Canada Global; Inter Pares; Oxfam Canada.

Action Canada pour la santé et les droits sexuels reconnaît avec gratitude le territoire ancestral non cédé de la nation Algonquine-Anishinabeg, dans lequel ses bureaux sont situés. Les membres de l'équipe d'Action Canada vivent, travaillent et s'organisent sur les territoires non cédés ou régis par des traités, de nombreuses nations autochtones – des nations qui ont été depuis des temps immémoriaux et qui demeurent les gardiennes des terres appelées aujourd'hui Canada. Il est vital que nous axions nos travaux pour la justice reproductive sur une approche de réconciliation et de décolonisation.

Pour plus de renseignements, contacter info@actioncanadashr.org

futureplanninginitiative.ca



